

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/31499]

14 JUIN 2018. — Décret instituant un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU), et aux 2^e et 3^e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires, et portant diverses dispositions en matière d'enseignement obligatoire, d'organisation du jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques et de concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — *Dispositions relatives à un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant en ce qui concerne la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU)*

Article 1^{er}. Il est institué un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement secondaire qualifiant, de plein exercice ou en alternance, ordinaire ou spécialisé de forme 4.

Cette expérimentation consiste, dans les établissements concernés, à la mise en œuvre en 4e année, durant les années scolaires 2018-2019 à 2020-2021, de nouveaux profils de certification définis conformément à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, dans des options de base groupées qui se déploient en 4e, 5e et 6e années. Le Gouvernement fixe la liste de ces options de base groupées.

Dans l'enseignement en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 1^o du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, ces nouveaux profils peuvent n'être mis en œuvre qu'en 5e et 6e années ou uniquement en 6e année.

Cette expérimentation consiste également à permettre au Gouvernement, préalablement à la procédure prévue aux articles 7 et 11 de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « SFMQ » (SFMQ), et à l'article 39 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, d'approuver, pour une durée n'excédant pas trois années scolaires à partir du 1^{er} septembre 2019, la mise en œuvre de nouveaux profils de certification, dans le cadre de l'organisation de la CPU en 4-5-6.

Art. 2. Les 4e, 5e et 6e années visées à l'article 1^{er} forment un continuum pédagogique. La sanction des études y est organisée de façon spécifique en 4e année ; elle l'est par degré et non par année scolaire en 5e et 6e années. Pour ce faire, le Gouvernement peut déroger aux conditions d'admission dans les années d'études concernées et de sanction des études.

Art. 3. Le Gouvernement peut déroger aux modalités de transformation et de programmation, ainsi qu'aux normes de création et de maintien des options de base groupées et des degrés impactés par le présent décret.

Art. 4. Le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage inter-réseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial s'applique aussi aux établissements qui organisent une 4e année dans le régime de la CPU. Le Gouvernement peut néanmoins déroger, pour l'application de cet article, à la définition d'option faiblement fréquentée telle que fixée à l'article 5, § 5, du décret du 30 avril 2009 précité.

Art. 5. Le décret du 11 avril 2014 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées s'applique aux établissements qui organisent une 4e année dans le régime de la CPU.

Pour l'application de l'article 2, 1^o, du décret du 11 avril 2014 précité aux options concernées par le présent arrêté, il faut entendre par « Enseignement secondaire qualifiant » :

- la 4e année organisée dans le régime de la CPU, le 3e degré et le 4e degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire, de plein exercice et en alternance;

- la 4e année organisée dans le régime de la CPU et le 3e degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance;

- la 3e phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, de plein exercice et en alternance.

TITRE II. — *Dispositions relatives à un enseignement expérimental aux 2e et 3e degrés de l'enseignement de transition en ce qui concerne le dépassement du nombre maximum de périodes hebdomadaires*

Art. 6. Pendant les années scolaires 2018-2019 à 2023-2024, les nombres maximum autorisés de périodes hebdomadaires visés à l'article 2, § 1, alinéa 2, §§ 2, 3, 3bis et 3ter de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, peuvent être augmentés d'une période hebdomadaire pour les élèves qui suivent au moins 9 périodes de français et de formation géographique et historique visées à l'article 4ter, § 2, 1^o, ou § 3, 1^o, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, sur la base d'une déclaration introduite auprès de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire par le Pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, ou par le chef d'établissement, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, au plus tard le 15 septembre. ».

TITRE III. — Dispositions modificativesCHAPITRE I^{er}. — *Dispositions concernant l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé*Section 1^{re}. — Dispositions relatives aux profils de formation, aux profils de certification et aux certificats de qualification

Sous-section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance

Art. 7. Dans le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, à l'article *2bis*, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, 2° et 3°, et au § 2, alinéa 2, le mot « spécifique » est supprimé ;

2° au § 1^{er}, 3°, les mots « article 47 » sont remplacés par les mots « article 47, § 1^{er}, ».

Art. 8. Dans le même décret, l'article *9bis* est remplacé par :

« Article *9bis*. - L'élève qui a suivi les cours de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article *2bis*, § 1^{er}, 2°, de manière régulière et maîtrise les acquis d'apprentissage fixés par le profil de certification visé à l'article 45 du décret du 24 juillet 1997 précité, obtient un certificat de qualification dont le Gouvernement fixe le modèle.

La délivrance du certificat de qualification se fait conformément à l'article 9, alinéa 4.

Le conseil de classe attribue le certificat d'études de base aux élèves qui n'en sont pas encore titulaires et qui obtiennent le certificat de qualification mentionné à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 9. Dans le même décret, à l'article *9ter*, § 1^{er}, le mot « spécifique » est supprimé.

Art. 10. Dans le même décret, à l'article 30, le mot « spécifiques » est supprimé.

Sous-section II. — Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire

Art. 11. Dans le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, à l'article 2, le point *c*) est remplacé par :

« *c*) de profils de certification conformément aux articles 39, 44, 45 et 47 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ; ».

Art. 12. Dans le même décret, à l'article 2, le 5° est abrogé.

Art. 13. Dans le même décret, l'article 6 est supprimé.

Sous-section III. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 14. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, l'article 39 est remplacé par :

« Article 39. - Le Gouvernement définit les profils de certification visés à l'article 5, 14°, applicables à l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé de forme 4, de plein exercice ou en alternance :

1° après avoir sollicité l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé créé par le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

2° après avoir obtenu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°, b, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ), conformément à son article 30.

Art. 15. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'article *39bis* :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par :

« Article *39bis*. - § 1^{er}. Les profils de certification visés à l'article 5, 14° :

1° spécifient l'intitulé de l'option de base groupée ou de la formation concernée ; ils précisent également la durée obligatoire en année(s) scolaire(s) sur laquelle est organisée ladite option groupée ou ladite formation, sauf pour les options de l'enseignement en alternance organisées conformément à l'article *2bis*, § 1^{er}, 2° du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance et les formations à un métier organisées dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 pour lesquelles la durée est indicative ;

2° identifient le ou les profils de formation au(x)quel(s) se réfère l'option de base groupée ou la formation concernée ;

3° déterminent, pour l'enseignement de plein exercice, le nombre minimum et le nombre maximum de semaines de stage que doivent accomplir les élèves de l'option de base groupée ou de la formation concernée, dans le respect des dispositions prises en application de l'article *7bis*, § 13, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire ;

4° déterminent le ou les certificat(s) de qualification délivré(s) aux élèves qui maîtrisent les acquis d'apprentissage fixés par le ou les profil(s) de formation concerné(s) ;

5° reprennent le positionnement de la certification dans le Cadre francophone de certification, tel qu'arrêté par l'Instance de Pilotage et de Positionnement « C.F.C. » visée à l'article 4 de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », ou à défaut un positionnement provisoire ;

6° reprennent

a) le parcours d'apprentissage décliné en unités reprenant ou regroupant explicitement les unités d'acquis d'apprentissage du ou des profil(s) de formation; ce sont les unités d'acquis d'apprentissage du profil de formation qui font l'objet de la validation;

b) les activités-clés du métier auxquelles les unités se réfèrent;

- c) les recommandations pour l'ordre dans lequel les unités doivent être enseignées; les profils de certification peuvent imposer un ordre dans le parcours d'apprentissage, si nécessaire, pour tout ou partie des UAA ;
- d) les indications temporelles suggérées pour chaque unité;
- e) les points ECVET alloués, d'une part, à l'ensemble de l'option de base groupée ou de la formation considérée et, d'autre part, à chacune des unités d'acquis d'apprentissage;
- f) les savoirs, aptitudes et compétences liés aux disciplines de la formation générale qui sont nécessaires à l'exercice des compétences professionnelles ;
- g) le ou les profil(s) d'évaluation;
- h) le ou les profil(s) d'équipement ;
- i) le(s) modèle(s) de Supplément au certificat Europass que les établissements scolaires doivent délivrer aux élèves titulaires de la certification concernée. ».

2° il est inséré un nouveau paragraphe *1bis* entre les paragraphes 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« § *1bis*. « Préalablement à la constitution d'un des groupes de travail visés au § 3, le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions :

- a) informe les Conseils généraux du ou des profil(s) de formation à partir du(des)quel(s) un profil de certification va être construit ;
- b) sollicite l'avis des Conseils généraux
 - s'il échet, sur la combinaison des profils de formation appelés à faire l'objet d'un seul profil de certification ;
 - sur le positionnement de l'option de base ou de la formation visée par le profil de certification : dans l'enseignement ordinaire et/ou spécialisé, de plein exercice et/ou en alternance ;
 - ainsi sur les années d'études, degrés ou phase concernés.

Les Conseils généraux remettent leur avis dans un délai maximum de cinq semaines après avoir été saisis. ».

3° le paragraphe 2 est remplacé par :

« § 2. Des groupes de travail sont créés afin d'élaborer des projets de profils de certification dans le respect du ou des profil(s) de formation concerné(s). Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement des groupes, en ce compris le délai de production des projets de profil de certification.

La composition des groupes de travail est fixée par le Gouvernement, qui y intègre a minima :

- 1° un représentant du Ministre, qui préside et fixe le calendrier des réunions,
- 2° des représentants des Fédérations de pouvoirs organisateurs et de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- 3° un représentant du Service général de l'Inspection,
- 4° un représentant de l'administration,
- 5° des représentants du Service de conseil et de soutien pédagogique et des Cellules de conseil et de soutien pédagogique.

L'administration désigne un de ses membres pour assurer le secrétariat.

Les groupes de travail entendent, à titre d'expert, toute personne qu'ils jugent utile.

Les présidents des groupes de travail transmettent les projets de certification au Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions. Le Ministre transmet ces projets, éventuellement amendés, au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et au Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé. Les Conseils généraux transmettent au Ministre leur avis sur les profils de certification ainsi que leurs éventuelles propositions de modifications au plus tard six semaines après les avoir reçues. ».

Art. 16. Dans le même décret, l'article 40 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 40. - Jusqu'à ce qu'un profil de certification ait été défini par le Gouvernement conformément aux articles 39, 44, 45 et 47, les établissements d'enseignement secondaire ordinaire et spécialisés concernés continuent de se référer, pour les options de base groupées et les formations qu'ils organisent, aux profils de formation définis antérieurement par la Commission communautaire des Professions et des Qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Art. 17. Dans le même décret, l'article 43, alinéa 2, est remplacé par l'alinéa suivant :

« A partir des profils de certification visés à l'article 47, le Gouvernement, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, détermine et soumet à la confirmation du Parlement :

- 1° le répertoire des formations à un métier de l'enseignement secondaire spécialisé; ce répertoire reprend l'intitulé des formations à un métier et celui du ou des profils de formation élaboré(s) par le Service francophone des Métiers et des Qualifications au(x)quel(s) le profil de certification adosse ces formations à un métier ;
- 2° le répertoire des options de base groupées adossées à un profil de formation spécifique visé à l'article 47, § 2 ;
- 3° les conditions d'admission dans les divers secteurs, groupes professionnels et formations à un métier de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3. ».

Art. 18. Dans le même décret, l'article 44 est remplacé par :

« Article 44. - Le Gouvernement définit les profils de certification des options du quatrième degré :

- 1° après avoir sollicité l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire ;
- 2° après avoir obtenu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10°, b, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ), conformément à son article 30. ».

Art. 19. Dans le même décret, l'article 45 est remplacé par :

« Article 45. - Le Gouvernement définit les profils de certification des formations de l'enseignement secondaire en alternance visé à l'article 2bis, § 1^{er}, 2^o, du décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement en alternance :

1^o après avoir sollicité l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé précités ;

2^o après avoir obtenu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10^o, b, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ), conformément à son article 30. ».

Art. 20. Dans le même décret, l'article 47 est remplacé par :

« Article 47. - § 1^{er}. Le Gouvernement définit les profils de certification des formations de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 :

1^o après avoir sollicité l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé et celui du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire précités;

2^o après avoir obtenu l'avis de conformité visé à l'article 17, 10^o, b, de l'accord de coopération du 29 octobre 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant le Service Francophone des Métiers et des Qualifications (en abrégé SFMQ), conformément à son article 30.

§ 2. Le Gouvernement peut définir des profils de certification spécifiques à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, dans le respect des conditions visées au § 1^{er}.

Art. 21. Dans le même décret, à l'article 50, les modifications suivantes sont apportées :

1^o Au § 1e et au § 2, le point 2^o est remplacé par : « 2^o le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et/ou le Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé précités » ;

2^o Au § 1^{er}, le point 3^o est abrogé ;

3^o Au § 2, les mots « ou de la Commission des programmes de l'enseignement secondaire spécialisé » sont ajoutés après les mots « après avoir pris l'avis de la Commission des programmes des Humanités professionnelles et techniques » ;

4^o Le § 2bis est abrogé.

Sous-section IV. — Dispositions modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé

Art. 22. Dans le décret du 3 mars organisant l'enseignement spécialisé, à l'article 4, § 3, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 11^o est remplacé par : « 11^o profil de certification : le document de référence visé à l'article 39 ou 47, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, applicable soit à l'enseignement spécialisé de forme 4, soit à l'enseignement spécialisé de forme 3, défini conformément à l'article 169, alinéa 1^{er}, 4^o, du présent décret, et qui :

a) spécifie l'intitulé de l'option de base groupée organisée en forme 4 ou de la formation organisée en troisième phase en forme 3 ;

b) précise la durée en années scolaires sur laquelle est organisée l'option de base groupée organisée en forme 4 visée en a) et, de manière indicative, la durée en année(s) scolaire(s) sur laquelle est organisée la formation organisée en troisième phase en forme 3 ;

c) identifie le ou les profils de formation au(x)quel(s) se réfère l'option de base groupée ou la formation concernée ;

d) détermine le nombre minimum et le nombre maximum de semaines de stage que doivent accomplir les élèves de l'option de base groupée ou de la formation concernée, dans le respect, pour les options groupées de la forme 4, des dispositions prises en application de l'article 7bis, § 13, de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, et pour les formations de la forme 3, des dispositions de l'article 55bis du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé ;

e) détermine le ou les certificat(s) de qualification délivré(s) aux élèves qui maîtrisent les acquis d'apprentissage fixés par le ou les profil(s) de formation concerné(s);

f) reprend le positionnement de la certification dans le Cadre francophone de certification, tel qu'arrêté par l'Instance de Pilotage et de Positionnement « C.F.C. » visée à l'article 4 de l'accord de coopération du 26 février 2015 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création et la gestion d'un Cadre francophone des certifications, en abrégé « C.F.C. », ou à défaut un positionnement provisoire ;

g) reprend :

- le parcours d'apprentissage décliné en unités reprenant ou regroupant explicitement les unités d'acquis d'apprentissage (UAA) du ou des profil(s) de formation; ce sont les unités d'acquis d'apprentissage du profil de formation qui font l'objet de la validation ;

- les activités-clés du métier auxquelles les unités se réfèrent ;

- les recommandations pour l'ordre dans lequel les unités doivent être enseignées; les profils de certification peuvent imposer un ordre dans le parcours d'apprentissage, si nécessaire, pour tout ou partie des UAA ;

- les indications temporelles suggérées pour chaque unité ;

- les points ECVET alloués, d'une part, à l'ensemble de l'option de base groupée ou de la formation considérée et, d'autre part, à chacune des unités d'acquis d'apprentissage ;

- les savoirs, aptitudes et compétences liés aux disciplines de la formation générale qui sont nécessaires à l'exercice des compétences professionnelles ;

- le ou les profil(s) d'évaluation ;

- le ou les profil(s) d'équipement ;

- le(s) modèle(s) de Supplément au certificat Europass que les établissements scolaires doivent délivrer aux élèves titulaires de la certification concernée. » ;

2° le 12° est remplacé par : « 12° profil de certification spécifique : le document de référence visé à l'article 47, § 2, du décret du 24 juillet 1997 précité, applicable à l'enseignement spécialisé de forme 4, et qui reprend les mêmes spécifications que le profil de certification visé au 11° » ;

3° le 16° est remplacé par : « 16° profil de formation : référentiel présentant de manière structurée les compétences à acquérir en vue de l'obtention d'un certificat de qualification ou d'une attestation de compétences.

Art. 23. Dans le même décret, l'article 54, § 3, est remplacé par le paragraphe suivant :

§ 3. A l'issue de la troisième phase, l'élève obtient un certificat de qualification dans un métier, pour autant qu'il maîtrise les acquis d'apprentissage repris dans un profil de certification visé à l'article 47, § 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 précité ou, si ce profil de certification n'a pas encore été défini, les compétences reprises dans un profil de formation élaboré par la Commission communautaire des professions et des qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire.

Art. 24. Dans le même décret, à l'article 57, le mot « spécifique » est à chaque fois supprimé.

Art. 25. Dans le même décret, à l'article 58, le mot « spécifique » est supprimé et les mots « conformément à l'article 169, 4°, du présent décret » sont remplacés par les mots « par la Commission communautaire des professions et des qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 précité ».

Art. 26. Dans le même décret, à l'article 59, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant : « Au cours de la troisième phase, des épreuves de qualification sont organisées pour sanctionner l'ensemble des savoirs, aptitudes et compétences du profil de certification ou, à défaut, des compétences du profil de formation élaboré par la Commission communautaire des professions et des qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 précité. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant : « Le certificat de qualification est délivré par le Jury de qualification. ».

Art. 27. Dans le même décret, à l'article 169, alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par :

« 4° Remettre au Gouvernement, conjointement avec le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, un avis sur les profils de certification applicables à l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, visés aux articles 39, 45 et 47 du décret du 24 juillet 1997 précité. » ;

2° le 4°/1 est supprimé.

Art. 28. Dans le même décret, à l'article 342, l'alinéa 1^{er} est remplacé par :

« Jusqu'à ce que, après avoir pris l'avis du Conseil général de concertation pour l'enseignement spécialisé, le Gouvernement constate que l'ensemble des besoins de formation est couvert par un nombre suffisant de profils de certification approuvés conformément à l'article 47 du décret du 24 juillet 1997 précité ou, à défaut par des profils de formation élaborés par la Commission communautaire des professions et des qualifications visée à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 précité, les formations organisées antérieurement sont maintenues. ».

Section II. — Disposition modifiant la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Art. 29. Dans la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, à l'article 24, § 1^{er}, l'alinéa 6 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Pouvoir organisateur qui introduit une demande d'admission aux subventions d'un établissement d'enseignement secondaire en vue de l'ouverture d'un premier degré à la rentrée suivante ne participe à la procédure relative aux inscriptions en 1^{ère} année commune de l'enseignement secondaire qu'à partir du délai fixé à l'article 79/8, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre. ».

Section III. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, à l'exception de l'enseignement universitaire

Art. 30. Dans l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire, à l'article 4, il est ajouté un nouvel alinéa entre l'alinéa 1 et 2, rédigé comme suit :

« Lorsque l'implantation appartient à une classe différente de celle à laquelle elle appartenait l'année précédente, le nombre d'emplois est fixé par la moyenne entre le nombre d'emplois déterminé sur la base de la nouvelle classe et le nombre d'emplois auquel l'implantation aurait pu prétendre si la classe n'avait pas été modifiée. ».

Section IV. — Modification de l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II

Art. 31. Dans l'arrêté royal n°49 du 2 juillet 1982 relatif aux normes de création, de maintien et de dédoublement et au calcul de crédit d'heures de l'enseignement secondaire de type I, concernant la fusion d'établissements ainsi que certains emplois du personnel des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II, il est ajouté un article 6bis, rédigé comme suit :

« Article 6bis. – Pour l'application des articles 4 à 6, les établissements qui sont dans un processus de création, tel que prévu à l'article 6, § 2, alinéa 16, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, doivent atteindre les normes de création relatives au(x) degré(s) et option(s) qu'ils programment dans une année d'études qu'ils organisent pour la première fois au plus tard au 1^{er} octobre de l'année scolaire suivante. »

Section V. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Art. 32. Dans l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, à l'article 1, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « le 30 juin 2018 » sont remplacés par les mots « le 30 juin 2020 ».

Art. 33. Dans le même arrêté royal, à l'article 4, § 1^{er}, 7^o, les termes suivants sont ajoutés après les termes « année de l'enseignement secondaire professionnel. » : « Cette année complémentaire ne peut être fréquentée qu'une seule fois pour la même orientation d'études. ».

Section VI. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 34. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, les modifications suivantes sont apportées à l'article 16 :

1^o L'article 16 devient l'article 16, § 1^{er} ;

2^o Dans ce même article 16, sont insérés un § 2 et un § 3 formulés comme suit :

« § 2. Indépendamment du nombre global de périodes-professeur, il est attribué, par année scolaire, pour tous les établissements d'enseignement secondaire organisant un premier degré commun, quatre mille cinq cents périodes diminuées du nombre de périodes obtenues l'année scolaire précédente par l'ensemble des établissements scolaires en application de l'article 11, § 1^{er}, 2^o et 3^o de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 31 août 1992 exécutant le présent décret et pour lesquels soit la première ou la deuxième année différenciée compte moins de six élèves, soit la première et la deuxième année différenciée comptent moins de douze élèves.

Les périodes visées à l'alinéa précédent sont affectées à l'organisation de la remédiation et de l'année supplémentaire organisée au terme du premier degré.

Les périodes sont réparties entre les établissements scolaires concernés sur la base du nombre d'élèves réguliers inscrits au 15 janvier de l'année scolaire précédente au sein du premier degré commun dans chaque établissement.

§ 3. L'utilisation des périodes dévolues à chaque établissement scolaire en application du paragraphe 2 du présent article est soumise à l'avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. ».

Art. 35. Dans le même décret, à l'article 16*quater*(1), il est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement attribue 30 périodes par tranche de 22 élèves supplémentaires en 1^{ère} année commune à des établissements qui bien que ne se situant pas dans des zones ou parties de zone visées à l'article 6, § 2, remplissent les conditions visées à l'alinéa 2 et disposent encore, à la date du 15 juillet et après attribution des places générées par l'ouverture de la classe, d'au moins 10 élèves en liste d'attente. »

Art. 36. Dans le même décret, l'article 16*quater* (1) devient l'article 16*sexies*.

Art. 37. Dans le même décret, à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « visé à l'article 7, et 8 à 15 » sont ajoutés après les mots « du nombre total de périodes-professeurs » et les mots « et du complément de périodes-professeurs accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 2, 3, 4 et 5 » sont supprimés.

Art. 38. Dans le même décret, à l'article 22, § 5, les mots « , à l'exception des dispositions prévues à l'article 16, § 2, » sont insérés entre les mots « chapitres II et II*bis* » et « est le nombre d'élèves réguliers au 1^{er} octobre ».

Art. 39. Dans le même décret, à l'article 25, alinéa 5, les modifications suivantes sont apportées : les mots « années scolaires 2016-2017 et 2017-2018 » sont remplacés par les mots « années scolaires 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 » et les mots « pour l'année scolaire 2015-2016 ou 2016-2017, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016 ou en 2016-2017 » sont remplacés par les mots « pour l'année scolaire 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ou 2018-2019, mais qui n'a pas pu être organisée respectivement en 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 ou 2018-2019 ».

Section VII. — Disposition modifiant le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire

Art. 40. Dans le décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire, l'article 2, 6^o est remplacé par :

6^o remettre un avis au Gouvernement sur les demandes de programmation d'options de base groupées ou de formations organisées dans l'enseignement secondaire ordinaire, de plein exercice ou en alternance.

Section VIII. — Dispositions modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Art. 41. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 79/21, § 4, alinéa 1^{er}, les mots « jusqu'au 8^{ème} jour précédant la fin du mois d'août, ce jour compris qui n'est ni un samedi ni un dimanche, pour laquelle les inscriptions sont envisagées » sont remplacés par les mots « jusqu'au 23 août, le surlendemain ou le lendemain si ce jour tombe un samedi ou un dimanche ».

Art. 42. Dans le même décret, à l'article 79/24*bis*, les mots « du 1^{er} jour ouvrable de l'année scolaire » sont remplacés par les mots « du prochain jour ouvrable suivant celui fixé en application de l'article 79/21, § 4, alinéa 1^{er} ».

Art. 43. Dans le même décret, à l'article 96, alinéa 8, les mots « Ces procédures internes sont clôturées » sont remplacés par les mots « La notification des décisions prises suite à ces procédures internes est soit remise en mains propres aux demandeurs contre accusé de réception, soit adressée par envoi recommandé ».

Art. 44. Dans le même décret, à l'article 97, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « cinq membres effectifs » sont remplacés par les mots « dix membres effectifs » ;

2^o au § 3, alinéa 1^{er}, les mots « cinq membres effectifs » sont remplacés par les mots « dix membres effectifs ».

Art. 45. Dans le même décret, à l'article 97, le § 4 est remplacé par le texte suivant :

« § 4. Les membres désignés sur proposition de chaque Comité de concertation sont obligatoirement des chefs d'établissement, des sous-directeurs, des proviseurs, des chefs d'atelier ou des chefs de travaux d'atelier en fonction, en congé, admis à la retraite au cours des cinq dernières années ou bénéficiant d'une mise en disponibilité pour convenances personnelles précédant celle-ci. Les membres admis à la retraite achèvent le mandat pour lequel ils ont été désignés. ».

Art. 46. Dans le même décret, à l'article 97, § 6, les mots « des indemnités de séjour et » sont supprimés.

Art. 47. Dans le même décret, à l'article 97, il est inséré un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Le Gouvernement arrête les indemnités de vacation pour tous les membres des conseils de recours. ».

Art. 48. Dans le même décret, à l'article 98, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « dans les dix jours qui suivent la notification de la décision ou sa confirmation. » sont remplacés par les mots :

« - jusqu'au 10 juillet, ou jusqu'au 1^{er} jour ouvrable qui le suit si celui-ci est un dimanche, pour les décisions de première session ;

- jusqu'au cinquième jour ouvrable scolaire qui suit la notification de la décision pour les décisions de seconde session. ».

Section IX. — Disposition modifiant le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire

Art. 49. Dans le décret du 12 juillet 2012 organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire, il est ajouté un nouvel article *5bis*, rédigé comme suit :

« Article *5bis*. – Nonobstant l'évaluation réalisée par la Commission de pilotage visée à l'article 5, il est également institué un groupe de pilotage CPU, chargé d'accompagner le dispositif expérimental du déploiement de la CPU en 4e-5e-6e années, d'évaluer en temps réel les modalités d'exécution de ce dispositif, et d'en proposer, le cas échéant, des adaptations en vue du développement d'un modèle pérenne au terme de l'expérimentation.

Ce groupe de pilotage, dont le Gouvernement fixe la composition, est présidé par le Ministre ayant l'enseignement obligatoire dans ses attributions ou son délégué, et comprend des représentants des fédérations de pouvoirs organisateurs et de l'enseignement organisé par la Communauté française, des représentants des organisations syndicales et des représentants de l'administration.

Il se réunit au minimum trois fois par année scolaire. »

Section X. — Disposition modifiant le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4

Art. 50. Dans le décret du 5 décembre 2013 modifiant les grilles-horaires dans la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et organisant les stages dans l'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et dans l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 et de forme 4, aux articles *17bis* à *17quater*, les mots « 2016- 2017 et 2017-2018 » sont remplacés par les mots « 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019 ».

Section XI. — Dispositions modifiant le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation économique et sociale ainsi qu'en formation historique et géographique

Art. 51. Dans le décret du 4 décembre 2014 portant confirmation des compétences terminales et savoirs requis à l'issue de la section de transition des humanités générales et technologiques en mathématiques, en sciences de base et en sciences générales et des compétences terminales et savoirs communs à l'issue de la section de qualification des humanités techniques et professionnelles en formation scientifique, en français, en formation économique et sociale ainsi qu'en formation historique et géographique, les modifications suivantes sont apportées à l'annexe II : Compétences terminales et savoirs requis en sciences de base :

- à la page 15, les mots « Décrire la transformation chimique qui traduit la respiration cellulaire chez les autotrophes et les hétérotrophes. » sont remplacés par les mots « Décrire la transformation chimique qui traduit la photosynthèse chez les autotrophes. » ;

- à la page 16, les mots « Schématiser les transferts de matière et les transferts d'énergie dans un réseau trophique simple. » sont remplacés par les mots « Schématiser les transferts de matière et les flux d'énergie dans le réseau trophique simple. » ;

- à la page 21, les mots « Décrire le phénomène de dissociation d'ionisation (par exemple la dissociation ionique d'un sel). » sont remplacés par les mots « Décrire le phénomène de dissociation ionique sous forme d'une équation ». ;

- à la page 22, les mots « Nomenclature IUPAC des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes » sont remplacés par les mots « Nomenclature des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes » ;

- à la page 23, les mots « Caractériser les réactions chimiques selon l'effet thermique associé, à partir d'un graphique faisant appel à (énergie =f (temps)). » sont remplacés par les mots « Caractériser les réactions chimiques selon l'effet thermique associé, à partir d'un diagramme faisant appel à l'énergie des réactifs et à l'énergie des produits. » ;

- à la page 29, les mots « Appliquer la conservation du travail à une machine simple » sont remplacés par les mots « Appliquer la "conservation" du travail à une machine simple. » ;

- à la page 37, les mots « Illustrer à partir d'un exemple que l'environnement peut modifier l'expression de certains gènes. » sont remplacés par les mots « Illustrer à partir d'un exemple que l'environnement peut modifier certains phénotypes. » ;

- à la page 44, les mots « Détailler en termes de vitesse et de forces le mouvement d'une voiture qui s'engage, sur une autoroute jusqu'à rouler à une vitesse constante. » sont remplacés par les mots « Détailler en termes de vitesse et de forces le mouvement d'une voiture qui s'engage, par exemple, sur une autoroute jusqu'à rouler à une vitesse constante. ».

Art. 52. Dans le même décret, les modifications suivantes sont apportées à l'annexe III : Compétences terminales et savoirs requis en sciences générales :

- à la page 21, les mots « Schématiser un atome et un ion, selon un modèle atomique déterminé. » sont remplacés par les mots « Schématiser un atome et un ion monoatomique, selon un modèle atomique déterminé. » ;

- à la page 24, les mots « Décrire un phénomène de dissociation d'ionisation (par exemple la dissociation ionique d'un sel). » sont remplacés par les mots « Décrire un phénomène de dissociation ionique sous forme d'une équation » ; »

- à la page 25, les mots « Nomenclature IUPAC des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes, groupements ioniques » sont remplacés par les mots « Nomenclature des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes, groupements ioniques » ;

- à la page 33, les mots « Appliquer la conservation du travail à une machine simple. » sont remplacés par les mots « Appliquer la « conservation » du travail à une machine simple. » ;

- à la page 48, les mots « Expliquer le comportement de la matière à partir de sa modélisation atomique/ionique/moléculaire pour les situations suivante :

- dureté et conductivité du diamant contrairement au graphite ;
- ductilité et conductivité des métaux contrairement aux cristaux de sels ioniques ;
- solubilité des sels ioniques ;

et montrer comment l'homme en tire profit. »

sont remplacés par les mots :

« Expliquer le comportement de la matière à partir de sa modélisation atomique/ionique/moléculaire pour les situations suivantes :

- dureté et conductivité électrique du diamant contrairement au graphite ;
- ductilité et conductivité électrique des métaux contrairement aux cristaux de sels ioniques ;
- solubilité des sels ioniques

et montrer comment l'homme en tire profit. ».

- à la page 50, les mots « Tracer un graphique $\Delta h=f(t)$ représentant le ΔH des réactifs et le ΔH des produits. » sont remplacés par les mots « Tracer un diagramme ΔH représentant le ΔH des réactifs et le ΔH des produits. » ;

- à la page 50, les mots « Représenter sous forme d'un graphique une réaction chimique exothermique, endothermique ou athermique, les réactifs et les produits étant en solution, puis interpréter ce graphisme. » sont remplacés par les mots « Représenter sous forme d'un diagramme une transformation chimique exothermique, endothermique ou athermique, les réactifs et les produits étant en solution, puis interpréter ce diagramme. » ;

- à la page 56, les mots « Utiliser une table de potentiels d'oxydoréduction et une échelle d'acido-basicité afin de prédire le sens d'évolution de réactions chimiques. » sont remplacés par les mots « Utiliser une table de potentiels d'oxydoréduction et une échelle des K_A afin de prédire le sens d'évolution de réactions chimiques. » ;

- à la page 62, les mots « UAA6 de physique (induction magnétique limitée à la transmission d'énergie d'une bobine à une autre) » sont remplacés par les mots « UAA6 de physique (induction magnétique) ».

Section XII. — Dispositions modifiant le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire

Art. 53. Dans le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire, à l'article 8, § 1^{er}, l'alinéa 2 est complété par les mots suivants : « La gratuité est également accordée aux candidats prisonniers ou exécutant leur peine sous surveillance électronique, ainsi qu'aux candidats placés dans une Institution publique de protection de la jeunesse. ».

CHAPITRE II. — Dispositions concernant l'enseignement maternel, primaire, et fondamental ordinaire

Section I^{re}. — Dispositions modifiant la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire

Art. 54. Dans la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, à l'article 1^{er}, § 4^{bis}, alinéa 1^{er}, 1^o, les mots « Un recours peut être introduit selon les modalités fixées par le Gouvernement. » sont ajoutés après les mots « ou subventions de fonctionnement ».

Section II. — Dispositions modifiant l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire

Art. 55. Dans l'arrêté royal du 2 août 1984 portant rationalisation et programmation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire, à l'article 12, alinéa 2, 2^o, les mots « le 1^{er} septembre suivant si elle atteint 80 % du minimum » sont remplacés par les mots « le 1^{er} septembre suivant l'année scolaire où elle atteint 80% du minimum pour la deuxième fois consécutive ».

Section III. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 56. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, à l'article 36, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « du capital-périodes » sont remplacés par les mots « des périodes générées pour les cours des titulaires et les cours d'éducation physique, pour les directions d'école et pour les cours de langue moderne » ;

2^o à l'alinéa 3, les mots « et au complément de capital-périodes accordé aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 4 et 5 » sont supprimés.

Art. 57. Dans le même décret, il est inséré un article 106/1, rédigé comme suit :

« Article 106/1. - Pour l'année scolaire 2017-2018, le préfet/directeur coordonnateur de zone, dans l'enseignement de la Communauté française, ou le pouvoir organisateur, dans l'enseignement subventionné, peut introduire une demande de périodes de psychomotricité supplémentaires.

Cette demande doit être introduite auprès de l'Administration, avant le 9 octobre 2017, et ne peut être acceptée que si un maître de psychomotricité ne peut retrouver, au 1^{er} octobre 2017, la charge dans laquelle il est nommé à titre définitif, au 30 septembre 2017, au sein de la zone, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou du pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné. ».

CHAPITRE III. — Dispositions transversales en matière d'enseignement obligatoire

Section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française

Art. 58. Dans le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, à l'article 13bis, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1^{er}, les mots « ou de maintien de la capacité d'accueil » sont supprimés ;

2° les mots « § 5 » sont remplacés par les mots « § 4 ».

Section II. — Dispositions relatives à la détermination des zones ou parties de zone en tension démographique

Sous-section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice

Art. 59. Dans le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, à l'article 6, § 2, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots « Ne sont néanmoins pas prises en compte parmi ces communes, celles pour lesquelles ce tampon correspond à un nombre de places à créer inférieur à 100 ; » sont ajoutés après les mots « Service général du Pilotage du Système Educatif » ;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « Ne sont néanmoins pas prise en compte parmi ces communes, celles pour lesquelles le tampon de places disponibles est supérieur ou égal à 20% ; » sont ajoutés après les mots « résidant dans la commune » ;

3° à l'alinéa 8, le mot « favorable » est supprimé.

4° à l'alinéa 15, les mots « visés à l'alinéa 5 » sont remplacés par les mots « visés à l'alinéa précédent ».

Sous-section II. — Dispositions modifiant le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement

Art. 60. Dans le décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, à l'article 2bis, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, 1°, les mots « Ne sont néanmoins pas prises en compte parmi ces communes, celles pour lesquelles ce tampon correspond à un nombre de places à créer inférieur à 50 ; » sont ajoutés après les mots « Service général du Pilotage du Système Educatif » ;

2° à l'alinéa 2, 2°, les mots « Ne sont néanmoins pas prise en compte parmi ces communes, celles pour lesquelles le tampon de places disponibles est supérieur ou égal à 20% ; » sont ajoutés après les mots « résidant dans la commune » ;

3° à l'alinéa 8, le mot « favorable » est supprimé.

Section III. — Dispositions relatives à l'encadrement différencié

Art. 61. Dans le décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, à l'article 3, il est ajouté un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Pour l'année scolaire 2018-2019, les Services du gouvernement transmettent aux organismes compétents la liste par implantation des élèves inscrits au 15 janvier 2016. Les organismes compétents établissent la moyenne des différentes variables nécessaires à la détermination de l'indice socioéconomique de chaque secteur statistique, de chaque implantation et de chaque établissement au moyen d'une formule de calcul prenant en compte les dernières données statistiques disponibles pour les critères mentionnés dans le présent article. ».

Art. 62. Dans le même décret, à l'article 6, § 2bis, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « L'année de la scission et la suivante, le Pouvoir organisateur est autorisé à répartir la totalité des moyens et des périodes entre les implantations issues de la scission. » sont ajoutés après les mots « année qui suit la scission. » ;

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de fusion d'implantations, elles sont considérées comme fusionnées les 5 années scolaires précédentes. L'année de la fusion et la suivante, les moyens et périodes calculés pour chacune des implantations sont octroyés à l'implantation résultant de cette fusion. ».

Art. 63. Dans le même décret, à l'article 6, § 3bis, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « L'année de la scission et la suivante, le Pouvoir organisateur est autorisé à répartir la totalité des moyens et des périodes entre les implantations issues de la scission. » sont ajoutés après les mots « année qui suit la scission. » ;

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de fusion d'implantations, elles sont considérées comme fusionnées les 5 années scolaires précédentes. L'année de la fusion et la suivante, les moyens et périodes calculés pour chacune des implantations sont octroyés à l'implantation résultant de cette fusion. ».

Art. 64. Dans le même décret, à l'article 7, § 2bis, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « L'année de la scission et la suivante, le Pouvoir organisateur est autorisé à répartir la totalité des moyens et des périodes entre les implantations issues de la scission. » sont ajoutés après les mots « année qui suit la scission. » ;

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit : « En cas de fusion d'implantations, elles sont considérées comme fusionnées les 5 années scolaires précédentes. L'année de la fusion et la suivante, les moyens et périodes calculés pour chacune des implantations sont octroyés à l'implantation résultant de cette fusion. ».

Art. 65. Dans le même décret, à l'article 7, § 3ter, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « L'année de la scission et la suivante, le Pouvoir organisateur est autorisé à répartir la totalité des moyens et des périodes entre les implantations issues de la scission. » sont ajoutés après les mots « année qui suit la scission. » ;

2° il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

« En cas de fusion d'implantations, elles sont considérées comme fusionnées les 5 années scolaires précédentes. L'année de la fusion et la suivante, les moyens et périodes calculés pour chacune des implantations sont octroyés à l'implantation résultant de cette fusion. ».

Section IV. — Dispositions relatives aux associations de parents

Art. 66. Dans le décret du 30 avril 2009 portant sur les Associations de parents d'élèves et les Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves en Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé du décret, les mots « Organisations représentatives d'Associations de parents d'élèves » sont remplacés par les mots « Organisations représentatives des parents et Associations de parents d'élèves » ;

2° à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 4°, les mots « Organisation représentative de parents d'élèves au niveau communautaire ou Organisation communautaire » sont remplacés par les mots « Organisation représentative des parents et Associations de parents d'élèves » ;

3° à l'article 3, § 1^{er}, les mots « des parents et Associations de parents d'élèves » sont insérés entre les mots « organisation représentative » et « sera sollicitée » ;

4° à l'article 4, § 4, les mots « Organisation représentative des parents d'élèves » sont remplacés par les mots « Organisation représentative des parents et Associations de parents d'élèves » et le mot « communautaire » est supprimé ;

5° à l'article 4, § 5, les mots « l'organisation communautaire » sont remplacés par les mots « l'organisation représentative des parents et Associations de parents d'élèves » ;

6° l'intitulé du chapitre II est modifié comme suit : CHAPITRE II. - Les Organisations représentatives des parents et Associations de parents d'élèves ;

7° à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Les organisations représentatives des parents d'élèves » sont remplacés par les mots « Les organisations représentatives des parents et Associations de parents d'élèves » ;

8° à l'article 6, § 3, les mots « des parents d'élèves au niveau communautaire » et « communautaires » sont supprimés ;

9° à l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « des parents d'élèves au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « des parents et Associations de parents d'élèves » ;

10° à l'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, les mots « des parents d'élèves au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « des parents et Associations de parents d'élèves » ;

11° à l'article 7, § 2, alinéa 2, les mots « des parents d'élèves au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « des parents et Associations de parents d'élèves » ;

12° à l'article 7, § 3, les mots « Les organisations représentatives des Associations de Parents reconnues au niveau communautaire » sont remplacés par les mots « Les organisations représentatives des parents et Associations de parents d'élèves ».

Art. 67. Dans le même décret, à l'article 4, § 1^{er}, il est ajouté un nouvel alinéa entre l'alinéa 1^{er} et 2, rédigé comme suit :

« Pour garantir l'indépendance des débats au sein du Comité, ne peuvent être membres du Comité :

- les membres du Pouvoir Organisateur ;
- les membres de la Direction ;
- les membres du personnel pédagogique ;
- tout autre membre du personnel. ».

Section V. — Dispositions concernant les désignations dans les instances prévues par le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation

Art. 68. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant des politiques conjointes de l'enseignement obligatoire et de l'Aide à la jeunesse en faveur du bien-être des jeunes à l'école, de l'accrochage scolaire, de la prévention de la violence et de l'accompagnement des démarches d'orientation, à l'article 9, les modifications suivantes sont apportées :

- à l'alinéa 1^{er}, les mots « Lors de la première désignation, celle-ci est prolongée jusqu'au 31 août 2018. » sont ajoutés après les mots « sur présentation des organes et services concernés. » ;

- à l'alinéa 2, les mots « Lors de la première désignation, celle-ci est prolongée jusqu'au 31 août 2018. » sont ajoutés après les mots « La durée des mandats est de trois ans. ».

Art. 69. Dans le même décret, à l'article 13, § 2, les mots « Les membres du comité de pilotage peuvent désigner un représentant en cas d'absence. » sont ajoutés avant les mots « Le comité de pilotage peut faire appel à des experts et constituer des groupes de travail. ».

Art. 70. Dans le même décret, à l'article 13, § 3, les mots « Lors de la première désignation, celle-ci est prolongée jusqu'au 31 août 2018. » sont ajoutés après les mots « dans leurs attributions. ».

Section VI. — Dispositions relatives à la conciliation et au recours en matière d'aménagements raisonnables

Art. 71. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, à l'article 102/2, § 2, alinéa 2, les termes « , motivée sur la base des indicateurs prévus à l'article 102/1, § 5 du présent décret, » sont insérés entre les termes « établissement scolaire » et « est jointe ».

Art. 72. Dans le même décret, à l'article 102/2, § 3, alinéa 1^{er}, il est ajouté un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o un représentant du Service général de l'Inspection. ».

Art. 73. Dans le décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école, et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire, l'article 7 est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

§ 4. Dans l'enseignement fondamental, indépendamment de toutes circonstances exceptionnelles, et dans l'enseignement secondaire, le Service de médiation scolaire est chargé d'assurer une mission de conciliation conformément à l'article 102/2, § 1^{er}, du décret « Missions ».

Le Service de médiation scolaire intervient à la demande du pouvoir organisateur ou de son délégué, pour l'enseignement subventionné, ou du chef d'établissement, pour l'enseignement organisé par la Communauté française, ou des parents ou responsables légaux de l'élève mineur, ou de l'élève majeur.

CHAPITRE IV. — *Dispositions concernant la concertation avec les pouvoirs organisateurs et les organisations syndicales*

Section I^{re}. — Dispositions modifiant le décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française

Art. 74. Dans le décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, à l'article 10, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'actuel article 10 devient un § 1^{er} au sein duquel les mots « ou de l'envoi du courrier électronique » sont insérés entre les mots « date de la poste » et les mots « fait foi de l'envoi ».

2^o un paragraphe 2 rédigé comme suit est ajouté :

« § 2. Le Président peut organiser la négociation par voie électronique lorsqu'un point a fait l'objet au préalable d'un accord unanime au sein d'une instance consultative dans laquelle les organisations syndicales sont représentées.

L'objection notifiée par courrier électronique dans les trois jours ouvrables scolaires à compter de la réception de la convocation d'une seule organisation syndicale suffit à ce que la procédure prévue au § 1^{er} s'applique. ».

Section II. — Dispositions modifiant le décret du 20 juillet 2006 relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés

Art. 75. Dans le décret du 20 juillet 2006 relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés, l'article 9, qui devient un § 1^{er}, est suivi d'un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le Président peut organiser la négociation par voie électronique lorsqu'un point a fait l'objet au préalable d'un accord unanime au sein d'une instance consultative dans laquelle les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs sont représentés.

L'objection notifiée par courrier électronique dans les trois jours ouvrables scolaires à compter de la réception de la convocation d'un seul organe de représentation et de coordination suffit à ce que la procédure prévue au § 1^{er} s'applique. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions concernant le jury délivrant le certificat d'aptitudes pédagogiques*

Art. 76. Dans le décret du 20 juillet 2006 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire, d'enseignement supérieur, de culture et d'éducation permanente, l'article 37 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 37. - Le droit d'inscription aux examens est fixé à 50 euros. La gratuité est accordée aux candidats demandeurs d'emploi et aux candidats bénéficiant du revenu d'intégration sociale, sur production d'une attestation délivrée par l'organisme compétent. ».

TITRE IV. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 77. Le décret du 2 juillet 1990 fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II est abrogé.

Art. 78. Le présent décret entre en vigueur 10 jours après sa publication au *Moniteur belge*, sauf les articles 7 à 28, 30, 34, 38, 53, 59, 60, 67, 74 à 77, qui entrent en vigueur au 1^{er} septembre 2018, l'article 43, qui entre en vigueur au 15 juin 2018, les articles 32, 44 à 48 et 55, qui entrent en vigueur au 1^{er} juillet 2018, les articles 41 et 42, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2018 et les articles 29, 51, 52, 54, 57, 62 à 65, 68 et 70 qui produisent leurs effets au 1^{er} septembre 2017.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 juin 2018.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Egalité des Chances,

I. SIMONIS

—
Note

Session 2017-2018

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 631-1. – Amendement de commission, n° 631-2 - Rapport de commission, n° 631-3. – Texte adopté en commission, n° 631-4 – Amendement(s) en séance, n° 631-5. – Texte adopté en séance plénière, n° 631-6.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 13 juin 2018.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31499]

14 JUNI 2018. — Decreet houdende instelling van een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden van leerresultaten (CPU), en op de tweede en derde graden van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal wekelijkse lestijden, en houdende diverse bepalingen inzake leerplichtonderwijs, organisatie van de examencommissie voor de uitreiking van het getuigschrift van pedagogische bevoegdheid en overleg met de inrichtende machten en de vakverenigingen

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Bepalingen betreffende een experimenteel onderwijs op de 2de en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs wat betreft de bekrachtiging per eenheden leerresultaten (CPU)*

Artikel 1. Er wordt een experimenteel onderwijs ingesteld op de tweede en derde graden van het kwalificerend secundair onderwijs, met volledig leerplan of alternerend, gewoon of gespecialiseerd onderwijs van vorm 4.

Dit experiment bestaat, in de betrokken inrichtingen, in het invoeren tijdens het vierde schooljaar, gedurende de schooljaren 2018-2019 tot 2020-2021, van nieuwe kwalificatieprofielen bepaald overeenkomstig artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in gegroepeerde basisopties in het vierde, vijfde en zesde jaar. De Regering bepaalt de lijst van deze gegroepeerde basisopties.

In het alternerend onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 1°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, kunnen deze nieuwe profielen enkel in het vijfde en zesde jaar of enkel in het zede jaar ingevoerd worden.

Dit experiment bestaat ook erin de Regering toe te laten, voor de procedure bedoeld bij de artikelen 7 en 11 van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de "Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties), en in artikel 39 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, de toepassing van nieuwe kwalificatieprofielen goed te keuren, voor een duur van niet meer dan drie schooljaren vanaf 1 september 2019, in het kader van de organisatie de bekrachtiging van leerresultaten in 4-5-6.

Art. 2. De vierde, vijfde en zesde jaren bedoeld bij artikel 1 vormen een pedagogisch continuüm. De bekrachtiging van de studies wordt er specifiek georganiseerd in het vierde jaar; ze geschiedt per graad en niet per schooljaar in het vijfde en zesde jaar. Daartoe, kan de Regering afwijken van de voorwaarden voor de toelating tot de betrokken studiejaar en voor de studiebekrachtiging.

Art. 3. De Regering kan afwijken van de nadere regels voor de omvorming en de programmering, alsook de normen inzake oprichting en behoud van de gegroepeerde basisopties en de graden waarop dit decreet van toepassing is.

Art. 4. Het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de onderlinge sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, is ook van toepassing op de inrichtingen die een vierde jaar in het stelsel van de bekrachtiging van leerresultaten organiseert. De Regering kan, niettemin voor de toepassing van dit artikel, van de definitie afwijken van de optie die weinig gevolgd wordt zoals bedoeld bij artikel 5, § 5, van het voornoemde decreet van 30 april 2009.

Art. 5. Het decreet van 11 april 2014 waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie, is van toepassing op de inrichtingen die een vierde jaar organiseren in het stelsel van de bekrachtiging van leerresultaten.

Voor de toepassing van artikel 2, 1°, van het voornoemde decreet van 11 april 2014, op de opties betrokken bij dit decreet, dient verstaan te worden onder “Kwalificerend secundair onderwijs”:

het vierde jaar georganiseerd in het stelsel van de bekrachtiging van leerresultaten, de derde graad en de vierde graad van de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs, met volledig leerplan en het alternerend onderwijs;

het vierde jaar georganiseerd in het stelsel van de bekrachtiging van leerresultaten en de derde graad van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan en het alternerend onderwijs;

de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, met volledig leerplan en het alternerend onderwijs.

TITEL II. — Bepalingen betreffende een experimenteel onderwijs op de tweede en derde graad van het doorstromingsonderwijs wat betreft het overschrijden van het maximumaantal van wekelijkse lestijden

Art. 6. Gedurende de schooljaren 2018-2019 tot 2023-2024, kunnen de maximumaantallen toegelaten voor de wekelijkse lestijden bedoeld bij artikel 2, § 1, tweede lid, §§ 2, 3, *3bis* en *3ter* van het koninklijk besluit Nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximumaantal lestijden per week in het onderwijs met volledig leerplan van het secundair onderwijs en het aanvullend secundair beroepsonderwijs, vermeerderd worden met een wekelijkse lestijd voor de leerlingen die minstens negen lestijden Frans en geografische en historische opleiding volgen zoals bedoeld bij artikel *4ter*, § 2, 1°, of § 3, 1°, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, op basis van een verklaring ingediend bij de Algemene directie Leerplichtonderwijs door de Inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, of door het inrichtingshoofd, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, ten laatste tegen 15 september.

TITEL III. — Wijzigingsbepalingen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende het gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs

Afdeling I. — Bepalingen betreffende de opleidingsprofielen, de kwalificatieprofielen en de kwalificatiegetuigschriften

Onderafdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 juli 1991 tot organisatie van het alternerend secundair onderwijs

Art. 7. In het decreet van 3 juli 1991 tot organisatie van het alternerend secundair onderwijs, in artikel *2bis*, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 1, 2° en 3°, en bij § 2, tweede lid, wordt het woord “specifiek” geschrapt;

2° bij § 1, 3°, worden de woorden “artikel 47” vervangen door de woorden “artikel 47, § 1, ”.

Art. 8. In hetzelfde decreet, wordt artikel *9bis* vervangen door:

“Artikel *9bis*. - « De leerling die regelmatig de lessen van het alternerend secundair onderwijs heeft gevolgd zoals bedoeld bij artikel *2bis*, § 1, 2°, en die de leerresultaten vastgesteld in het kwalificatieprofiel beheerst bedoeld in artikel 45 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997, krijgt een kwalificatiegetuigschrift waarvan het model door de Regering wordt bepaald.

De uitreiking van het kwalificatiegetuigschrift geschiedt overeenkomstig artikel 9, vierde lid.

De klassenraad kent het getuigschrift basisstudies aan de leerlingen toe die er nog niet van houder zijn en die het kwalificatiegetuigschrift vermeld in het eerste lid verkrijgen.”.

Art. 9. In hetzelfde decreet, in artikel *9ter*, § 1, wordt het woord “specifiek” geschrapt.

Art. 10. In hetzelfde decreet, bij artikel 30, wordt het woord “specifiek” geschrapt.

Onderafdeling II. — Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs

Art. 11. In het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, in artikel 2, 2°, wordt punt *c*) vervangen door:

“*c*) kwalificatieprofielen overeenkomstig de artikelen 39, 44, 45 en 47 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;”.

Art. 12. In hetzelfde decreet, in artikel 2, wordt het punt 5° opgeheven.

Art. 13. In hetzelfde decreet, wordt artikel 6 geschrapt.

Onderafdeling III. — Bepalingen houdend wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 14. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt artikel 39 vervangen door:

“Artikel 39. - De Regering bepaalt de kwalificatieprofielen bedoeld in artikel 5, 14°, die van toepassing zijn op het gewoon of gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan of alternerend:

1° op advies van de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs en van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd secundair onderwijs opgericht bij het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

2° na het advies van eensluidendheid te hebben verkregen zoals bedoeld in artikel 17, 10°, b, van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de “Service francophone des métiers et des qualifications (afgekort SFMQ) (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties), overeenkomstig artikel 30 ervan.”

Art. 15. In hetzelfde decreet, worden in artikel 39bis de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door:

“Artikel 39bis. - § 1. De kwalificatieprofielen bedoeld bij artikel 5, 14°:

1° bepalen het opschrift van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding; ze bepalen ook de verplichte duur in schooljaar(en) waarin de bovenvermelde gegroepeerde optie of opleiding georganiseerd wordt, behalve voor de opties van het alternerend onderwijs die georganiseerd worden overeenkomstig artikel 2bis, § 1, 2° van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs en de beroepsopleidingen georganiseerd in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 waarvoor de duur indicatief is;

2° identificeren het (de) opleidingsprofiel(en) waarnaar de gegroepeerde basisoptie of de betrokken opleiding verwijst;

3° bepalen, voor het onderwijs met volledig leerplan, het minimum- en maximaal aantal weken stage die de leerlingen van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding moeten afleggen, met inachtneming van de bepalingen genomen met toepassing van artikel 7bis, § 13, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs;

4° bepalen het kwalificatiegetuigschrift (of de kwalificatiegetuigschriften) uitgereikt aan de leerlingen die de leerresultaten beheersen die vastgesteld worden door het (de) betrokken opleidingsprofiel(en);

5° vermelden de positie van de kwalificatie ten opzichte van het Europees kwalificatiekader (CEC), zoals bepaald door de CFC-stuur- en positioneringsinstantie bedoeld bij artikel 4 van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 26 februari 2015, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de oprichting en het beheer van een “Cadre francophone des certifications (C.F.C.)” (Franstalig Kwalificatiekader), of bij gebreke daaraan een voorlopige positiebepaling;

6° omvatten:

a) het leerproces uitgedrukt in eenheden, dat expliciet de eenheden van leerresultaten van het (de) opleidingsprofiel(en) bevat of samenbrengt; dit zijn eenheden van leerresultaten van het opleidingsprofiel die het voorwerp uitmaken van de bekrachtiging;

b) de sleutelactiviteiten van het beroep waarnaar de eenheden verwijzen;

c) de nodige indicaties voor de orde waarin de eenheden onderricht worden; de kwalificatieprofielen kunnen, indien nodig, een orde opleggen in het leerproces, voor alle of deel van de eenheden van leerresultaten;

d) de tijdsindicaties die voor elke eenheid gesuggereerd worden;

e) de ECVET-punten die toegekend worden, enerzijds, aan het geheel van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding en, anderzijds, aan elke eenheid van leerresultaten;

f) de kennis, vaardigheden en bevoegdheden verbonden met de vakken van de algemene opleiding die nodig zijn voor de uitoefening van de beroepscompetenties;

g) het (de) evaluatieprofiel(en);

h) het (de) uitrustingsprofiel (en);

i) het model van Bijvoegsel bij het Europass getuigschrift dat de schoolinrichtingen aan de leerlingen houder van het betrokken getuigschrift moeten toekennen.”

2° er wordt tussen paragraaf 1 en 2 een nieuwe paragraaf 1bis ingevoegd, luidend als volgt:

“1bis. Alvorens tot de samenstelling over te gaan van een van de werkgroepen bedoeld bij § 3, moet de Minister die bevoegd is voor het secundair onderwijs:

aan de Algemene raden bericht geven van het (de) profiel(en) vanaf hetwelk (welke) het kwalificatiegetuigschrift uitgebouwd zal worden;

vraagt het advies aan van de Algemene raden

indien nodig, over de combinatie van de opleidingsprofielen waaruit eenzelfde kwalificatieprofiel moet bestaan;

over de positionering van de basisoptie of van de opleiding bedoeld bij het kwalificatieprofiel: in het gewoon en/of gespecialiseerd onderwijs, het onderwijs met volledig leerplan en/of het alternerend onderwijs;

alsook over de betrokken studie jaren, graden of fase;

De Algemene raden brengen hun advies uit binnen een maximumtermijn van vijf weken na de aanvraagindiening.”

3° paragraaf 2 wordt vervangen door:

“§ 2. Er worden werkgroepen opgericht om ontwerpen van kwalificatieprofielen te ontwikkelen met inachtneming van het (de) betrokken opleidingsprofiel(en). De Regering bepaalt de nadere regels voor de werking van de groepen, met inbegrip van de termijn voor de productie de ontwerpen van kwalificatieprofielen.

De samenstelling van de werkgroepen wordt door de Regering bepaald. Erin worden minimum opgenomen:

1° een vertegenwoordiger van de Minister, die het voorzitterschap waarneemt en die het tijdschema van de vergaderingen bepaalt,

2° vertegenwoordigers van de Federaties van de inrichtende machten en van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs,

3° een vertegenwoordiger van de Algemene inspectiedienst,

4° een vertegenwoordiger van het bestuur,

5° vertegenwoordigers van de Dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding, de Cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding.

Het bestuur stelt een van haar leden om voor het secretariaat te zorgen aan.

De werkgroepen horen, in de hoedanigheid van expert, elke persoon die nuttig geacht wordt. De voorzitters van de werkgroepen zenden hun ontwerpen van kwalificatieprofielen aan de Minister over die bevoegd is voor het secundair onderwijs. De Minister zendt deze, eventueel gewijzigde, ontwerpen aan de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en aan de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs over. De Algemene raden zenden hun adviezen aan de Minister over alsook hun mogelijke voorstellen van wijziging ten laatste zes weken na ontvangst ervan.”.

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt artikel 40 vervangen door de volgende bepaling:

“Artikel 40. – Totdat een kwalificatieprofiel door de Regering bepaald wordt overeenkomstig de artikelen 39, 44, 45 en 47, behouden de betrokken inrichtingen voor gewoon en gespecialiseerd onderwijs, voor de gegroepeerde basisopties en de opleidingen die ze organiseren, de verwijzing naar de opleidingsprofielen vooraf bepaald door de Communautaire Commissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.”.

Art. 17. In hetzelfde decreet, wordt artikel 43, tweede lid, vervangen door het volgende lid:

“Vanuit de kwalificatieprofielen bedoeld bij artikel 47, bepaalt de Regering, na het advies te hebben genomen van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, en legt aan de goedkeuring van het Parlement:

1° het repertorium van de opleidingen tot een beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs; dit repertorium neemt het opschrift van de opleidingen tot een beroep en dat van het(de) opleidingsprofiel(en) uitgewerkt door de Service francophone des Métiers et des Qualifications op dat(die) in aansluiting worden gebracht met een (meerdere) kwalificatieprofiel(en);

2° het repertorium van de gegroepeerde basisopties die deel uitmaken van een specifiek opleidingsprofiel bedoeld bij artikel 47, § 2;

3° de voorwaarden voor de toelating tot de verschillende sectoren, beroepsgroepen en opleidingen tot een beroep van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3.”.

Art. 18. In hetzelfde decreet, wordt artikel 44 vervangen door:

“Artikel 44. – De Regering bepaalt de kwalificatieprofielen van de opties van de vierde graad:

1° na het advies van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs te hebben aangevraagd;

2° na het advies van eensluidendheid bedoeld bij artikel 17, 10°, b, van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de “Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties) te hebben bekomen, overeenkomstig zijn artikel 30.”.

Art. 19. In hetzelfde decreet, wordt artikel 45 vervangen door:

“Artikel 45. - De Regering bepaalt de kwalificatieprofielen van de opleidingen van het alternerend secundair onderwijs bedoeld bij artikel 2bis, § 1, 2°, van het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend onderwijs:

1° na het advies van de voornoemde Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs te hebben aangevraagd;

2° na het advies van eensluidendheid bedoeld bij artikel 17, 10°, b, van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de “Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties) te hebben bekomen, overeenkomstig zijn artikel 30.”.

Art. 20. In hetzelfde decreet, wordt artikel 47 vervangen door:

“Artikel 47. - § 1. De Regering bepaalt de kwalificatieprofielen van de opleidingen van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3:

1° na het advies van de voornoemde Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs en van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs te hebben aangevraagd;

2° na het advies van eensluidendheid bedoeld bij artikel 17, 10°, b, van het samenwerkingsakkoord van 29 oktober 2015 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest, en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de “Service francophone des métiers et des qualifications (SFMQ) (Franstalige Dienst voor beroepen en kwalificaties) te hebben bekomen, overeenkomstig zijn artikel 30.

§ 2. De Regering kan kwalificatieprofielen bepalen die specifiek zijn voor het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, mits inachtneming van de voorwaarden bedoeld bij § 1.”.

Art. 21. In hetzelfde decreet, in artikel 50 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 1 en § 2, wordt het punt 2° vervangen door:

“2° de voornoemde Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en/of van de Algemene overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs”;

2° bij § 1, wordt punt 3° opgeheven;

3° bij § 2, worden de woorden “na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor de beroeps- en technische humaniora” vervangen door de woorden “na het advies te hebben ingewonnen van de Programmacommissie voor de beroeps- en technische humaniora of van de Programmacommissie voor het gespecialiseerd secundair onderwijs”;

4° § 2*bis* wordt opgeheven.

Onderafdeling IV. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 22. In het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, in artikel 4, § 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 11° wordt vervangen door:

“11° kwalificatieprofiel: het document bedoeld in artikel 39 of 47, § 1, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, dat van toepassing is ofwel op het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4 ofwel op het gespecialiseerd onderwijs van vorm 3, bepaald overeenkomstig artikel 169, eerste lid, 4°, van dit decreet, en dat:

het opschrift specificeert van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd in vorm 4 of van de opleiding georganiseerd in de derde fase in vorm 3;

de duur in schooljaren preciseert voor de organisatie van de gegroepeerde basisoptie georganiseerd in vorm 4 bedoeld bij *a)* en, als indicatie, de duur in schooljaren voor de organisatie van de opleiding georganiseerd in de derde fase in vorm 3;

het(de) opleidingsprofiel(en) identificeert waarnaar de gegroepeerde basisoptie of de betrokken opleiding verwijst;

het minimumaantal en het maximaal aantal stageweken bepaalt die door de leerlingen van de betrokken gegroepeerde basisoptie of opleiding, met inachtneming, voor de gegroepeerde opties van vorm 4, van de bepalingen genomen met toepassing van artikel 7*bis*, § 13, van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, en voor de opleidingen van vorm 3, van de bepalingen van artikel 55*bis* van het decreet van 3 maart 2004 tot organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

het of de kwalificatiegetuigschrift(en) vaststelt uitgereikt aan de leerlingen die de leerresultaten beheersen bepaald bij het(de) betrokken opleidingsprofiel(en);

de positie vermeldt van de kwalificatie ten opzichte van het Europees kwalificatiekader (CEC), zoals bepaald door de CFC-stuur- en positioneringsinstantie bedoeld bij artikel 4 van het samenwerkingsakkoord, gesloten op 26 februari 2015, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de oprichting en het beheer van een “Cadre francophone des certifications (C.F.C.)” (Franstalig Kwalificatiekader), of bij gebreke daaraan een voorlopige positiebepaling;

het leerproces uitgedrukt in eenheden, dat expliciet de eenheden van leerresultaten van het (de) opleidingsprofiel(en) bevat of samenbrengt; dit zijn eenheden van leerresultaten van het opleidingsprofiel die het voorwerp uitmaken van de bekrachtiging;

de sleutelactiviteiten van het beroep waarnaar de eenheden verwijzen;

de nodige aanbevelingen voor de orde waarin de eenheden onderricht worden; de kwalificatieprofielen kunnen, indien nodig, een orde opleggen in het leerproces, voor alle of deel van de eenheden van leerresultaten;

de tijdsindicaties die voor elke eenheid gesuggereerd worden;

de ECVET-punten die toegekend worden, enerzijds, aan het geheel van de gegroepeerde basisoptie of van de betrokken opleiding en, anderzijds, aan elke eenheid van leerresultaten;

de kennis, vaardigheden en bevoegdheden verbonden met de vakken van de algemene opleiding die nodig zijn voor de uitoefening van de beroepscompetenties;

het (de) evaluatieprofiel(en);

het (de) uitrustingsprofiel(en);

het(de) model(len) van Bijvoegsel bij het Europass getuigschrift dat de schoolinrichtingen aan de leerlingen houder van het betrokken getuigschrift moeten toekennen,

opneemt.”;

2° het punt 12° wordt vervangen door:

“12° specifiek kwalificatieprofiel: het referentiedocument bedoeld bij artikel 47, § 2, van het voormelde decreet van 24 juli 1997, dat van toepassing is op het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4, en dat dezelfde specificaties opneemt als het kwalificatieprofiel bedoeld bij punt 11°”;

3° het punt 16° wordt vervangen door:

“16° kwalificatieprofiel: het referentiesysteem dat een gestructureerde presentatie biedt van de competenties die noodzakelijk zijn voor het verkrijgen van een kwalificatiegetuigschrift of een competentieattest.

Art. 23. In hetzelfde decreet, wordt artikel 54, § 3, door de volgende paragraaf vervangen:

“§ 3. Op het einde van de derde fase, krijgt de leerling, voor zover hij de vaardigheden opgenomen in een specifiek opleidingsprofiel bedoeld bij artikel 47, § 1, van het voornoemd decreet van 24 juli 1997 heeft verworven, een kwalificatiegetuigschrift voor een beroep of, indien dit kwalificatieprofiel nog niet bepaald is, voor de competenties opgenomen in een kwalificatieprofiel uitgewerkt door de Gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs.

Art. 24. In hetzelfde decreet, in artikel 57, wordt het woord “specifiek” telkens geschrapt.

Art. 25. In hetzelfde decreet, in artikel 58, wordt het woord “specifiek” geschrapt en de woorden “overeenkomstig artikel 169, 4°, van dit decreet” vervangen door de woorden “door de Gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld bij artikel 7 van het voornoemde decreet van 27 oktober 1994”.

Art. 26. In hetzelfde decreet, in artikel 59, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door het volgende lid:

“Gedurende de derde fase, worden kwalificatieproeven georganiseerd om het geheel van de kennis, vaardigheden en competenties van het kwalificatieprofiel te bekrachtigen of, bij gebreke daaraan, de competenties opgenomen in het kwalificatieprofiel uitgewerkt door de Gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld bij artikel 7 van het voornoemde decreet van 27 oktober 1994.”;

2° het derde lid wordt vervangen door het volgende lid:

“Het kwalificatiegetuigschrift wordt door de Kwalificatie-examencommissie uitgereikt.”.

Art. 27. In hetzelfde decreet, in artikel 169, eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt 4° wordt vervangen door:

“4° de Regering, gezamenlijk met de Algemene Overlegraad voor het secundair onderwijs, een advies uitbrengen over de opleidingsprofielen die toepasselijk zijn op het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en 4, bedoeld bij de artikelen 39, 45 en 47 van het voormelde decreet van 24 juli 1997.”;

2° het punt 4°/1 wordt geschrapt.

Art. 28. In hetzelfde decreet, in artikel 342, wordt het eerste lid vervangen door:

“Totdat de Regering, na het advies te hebben genomen van de Algemene Overlegraad voor het gespecialiseerd onderwijs, vaststelt dat het geheel van de behoeften aan opleiding gedekt wordt door een voldoende aantal kwalificatieprofielen goedgekeurd overeenkomstig artikel 47 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997 of, bij gebreke daaraan, kwalificatieprofielen uitgewerkt door de Gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties bedoeld bij artikel 7 van het voornoemde decreet van 27 oktober 1994, worden de vroeger georganiseerde opleidingen behouden.”.

Afdeling II. — Bepaling tot wijziging van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

Art. 29. In de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt in artikel 24, § 1, het zesde lid vervangen door het volgende lid:

“De inrichtende macht die een aanvraag indient om toelating tot subsidies voor een inrichting voor secundair onderwijs die een eerste graad wenst te openen bij het begin van het volgende schooljaar, neemt enkel deel aan de procedure betreffende de inschrijvingen voor het eerste gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs vanaf de termijn bepaald in artikel 79/8, § 1, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.”.

Afdeling III. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en van het hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs

Art. 30. In het koninklijk besluit van 15 april 1977 tot vaststelling van de regelen en de voorwaarden voor de berekening van het aantal betrekkingen in sommige ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de inrichtingen voor secundair onderwijs en van het hoger onderwijs, met uitzondering van het universitair onderwijs, in artikel 4, wordt een nieuw lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“Wanneer de vestiging tot een klasse behoort die verschilt van deze waartoe ze het jaar daarvoor behoorde, wordt het aantal betrekkingen bepaald door het gemiddelde tussen het aantal betrekkingen bepaald op basis van de nieuwe klasse en het aantal betrekkingen waarop de vestiging had kunnen tellen als de klasse niet gewijzigd werd.”.

Afdeling IV. — Wijziging van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs met volledig leerplan, de oprichtingsnormen bereiken betreffende de graad(graden) en optie(s) die ze organiseren tijdens een studiejaar voor de eerste keer ten laatste op 1 oktober van het volgende schooljaar.”.

Art. 31. In het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 betreffende de oprichtings-, behouds- en splitsingsnormen en de berekening van het urenkrediet van het secundair onderwijs van het type I en betreffende de fusie van instellingen en bepaalde personeelsbetrekkingen van de instellingen voor secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II, wordt een artikel *6bis* toegevoegd, luidend als volgt:

“Art. *6bis*. Voor de toepassing van de artikelen 4 tot 6, moeten de inrichtingen die zich in een oprichtingsfase bevinden, zoals bedoeld bij artikel 6, § 2, zestiende lid, van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, de oprichtingsnormen bereiken betreffende de graad(graden) en optie(s) die ze organiseren tijdens een studiejaar voor de eerste keer ten laatste op 1 oktober van het volgende schooljaar.”.

Afdeling V. — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

Art. 32. In het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, in artikel 1, § 2, eerste lid, worden de woorden “30 juni 2018” vervangen door de woorden “30 juni 2020”.

Art. 33. In hetzelfde koninklijk besluit, in artikel 4, § 1, 7°, worden de volgende woorden toegevoegd na de woorden “jaar van het beroepssecundair.”: “Dit aanvullende jaar kan een maal gevolgd worden voor dezelfde studierichting.”.

Afdeling VI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 34. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de volgende wijzigingen aangebracht aan artikel 16:

1° Artikel 16 wordt artikel 16, § 1;

2° In datzelfde artikel 16, worden een § 2 en een § 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 2. Onafhankelijk van het globaal aantal lestijden-leraar, wordt, per schooljaar, voor alle inrichtingen voor secundair onderwijs die een eerste gemeenschappelijke graad organiseren, 4500 lestijden toegekend verminderd met het aantal lestijden verkregen het voorafgaande schooljaar voor het geheel van de schoolinrichtingen met toepassing van artikel 11, § 1, 2° en 3° van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 tot uitvoering van dit decreet en waarvoor ofwel het eerste of het tweede gedifferentieerd jaar minder dan zes leerlingen telt, ofwel het eerste en het tweede gedifferentieerd jaar minder dan twaalf leerlingen telt.

De lestijden bedoeld bij het vorige lid worden bestemd voor de organisatie van de remediëring en het aanvullende jaar georganiseerd op het einde van de eerste graad.

De lestijden worden verdeeld over de betrokken schoolinrichtingen op basis van het aantal leerlingen die regelmatig ingeschreven zijn op 15 januari van het vorige schooljaar binnen de eerste gemeenschappelijke graad van iedere inrichting.

§ 3. De aanwending van de lestijden voorbehouden voor elke schoolinrichting met toepassing van paragraaf 2 van dit artikel wordt onderworpen aan het voorafgaande advies, in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van het basisoverlegcomité, in het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de lokale paritaire commissie, en in het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, van de ondernemingsraad of, bij ontstentenis daarvan, van de vakbondsafvaardiging, waarbij het bemiddelingsbureau het recht heeft de zaak aan zich te trekken in geval van onenigheid.”.

Art. 35. In hetzelfde decreet, in artikel 16^{quater}(1), wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt:

“In afwijking van het eerste lid, kent de Regering 30 lestijden toe per schijf van 22 bijkomende leerlingen in het eerste gemeenschappelijke jaar aan inrichtingen die hoewel ze zich niet in de zones of delen van zones bedoeld bij artikel 6, § 2, bevinden, aan de voorwaarden voldoen bedoeld het tweede lid en die, op 15 juli en na de toekenning van de plaatsen gegenereerd door de opening van de klas, over minstens 10 leerlingen op de afwachtingslijst beschikken.

Art. 36. In hetzelfde decreet, wordt artikel 16^{quater} (1) artikel 16^{sexies}.

Art. 37. In hetzelfde decreet, in artikel 21, § 1, eerste lid, worden de woorden “bedoeld bij artikel 7, en 8 tot 15” toegevoegd na de woorden “van het totaal aantal lestijden-leraar” en de woorden “en van de aanvulling lestijden-leraar toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde begeleiding van klasse 2, 3, 4 en 5 genieten” geschrapt.

Art. 38. In hetzelfde decreet, in artikel 22, § 5, worden de woorden “, met uitzondering van de bepalingen bedoeld bij artikel 16, § 2,” ingevoegd tussen de woorden “hoofdstukken II en IIbis” en “het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober is”.

Art. 39. In hetzelfde decreet, in artikel 25, vijfde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht: de woorden “de schooljaren 2016-2017 en 2017-2018” worden vervangen door de woorden “de schooljaren 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 en 2019-2020” en de woorden “de schooljaren 2015-2016 of 2016-2017, maar die niet respectieff georganiseerd konden worden in 2015-2016 of 2016-2017” vervangen door de woorden “de schooljaren 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 of 2018-2019, maar die niet respectieff georganiseerd konden worden in 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 of 2018-2019”.

Afdeling VII. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs

Art. 40. In het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs, wordt artikel 2, 6° vervangen door:

“6° de Regering een advies uitbrengen over de aanvragen om programmering van gegroepeerde basisopties of opleidingen georganiseerd in het gewoon secundair onderwijs, met volledig leerplan of alternerend onderwijs.”.

Afdeling VIII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren

Art. 41. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 79/21, § 4, eerste lid, worden de woorden “tot en met de achtste dag voorafgaand aan het einde van de maand augustus]3 die geen zaterdag of zondag is, waarvoor de inschrijvingen kunnen worden uitgevoerd,” vervangen door de woorden “tot 23 augustus, de tweede dag daarop of de dag daarna als deze dag op een zaterdag of een zondag valt”.

Art. 42. In hetzelfde decreet, in artikel 79/24^{bis}, worden de woorden “Vanaf de eerste werkdag van het schooljaar” vervangen door de woorden “Vanaf de eerste werkdag na deze bepaald met toepassing van artikel 79/21, § 4, eerste lid”.

Art. 43. In hetzelfde decreet, in artikel 96, achtste lid, worden de woorden “De interne procedures worden afgesloten” vervangen door de woorden “De kennisgeving van de beslissingen genomen ten gevolge van de interne procedures wordt ofwel in eigen handen aan de aanvragers tegen ontvangstbericht overhandigd, ofwel bij aangetekend schrijven toegestuurd”.

Art. 44. In hetzelfde decreet, in artikel 97, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij § 2, eerste lid, worden de woorden “vijf werkende leden” vervangen door de woorden “tien werkende leden”;

2° bij § 3, eerste lid, worden de woorden “vijf werkende leden” vervangen door de woorden “tien werkende leden”.

Art. 45. In hetzelfde decreet, in artikel 97, wordt § 4 vervangen door de volgende tekst:

“§ 4. De leden aangesteld op voorstel van elk Overlegcomité zijn verplicht inrichtingshoofden onderdirecteurs, provisors, werkplaatsleiders of werkmeesters, die hun ambt voeren, die met verlof zijn, die met pensioen gingen in de loop van de laatste vier jaar of die van een ter beschikkingstelling wegens persoonlijke redenen, die het pensioen voorafging, genieten. De leden die tot het pensioen toegelaten worden, voleindigen het mandaat waarvoor ze aangesteld werden.”.

Art. 46. In hetzelfde decreet, in artikel 97, § 6, worden de woorden “verblijfkosten en” geschrapt.

Art. 47. In hetzelfde decreet, in artikel 97, wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt: “§ 7. De Regering bepaalt de vacatievergoeding voor alle leden van de beroepsraden.”.

Art. 48. In hetzelfde decreet, in artikel 98, § 1, eerste lid, worden de woorden “binnen de tien dagen die volgen op de kennisgeving van de beslissing of van haar bevestiging.” vervangen door de woorden:

“- tot 10 juli, of tot de eerste werkdag na deze als deze een zondag is, voor de beslissingen van de eerste zitting; tot de vijfde schoolwerkdag na de kennisgeving van de beslissing voor de beslissingen van de tweede zitting.”.

Afdeling IX. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs

Art. 49. In het decreet van 12 juli 2012 tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs, wordt een nieuw artikel 5bis toegevoegd, luidend als volgt:

“Artikel 5bis. – Niettegenstaande de evaluatie verwezenlijkt door de Sturingscommissie bedoeld bij artikel 5, wordt ook een KEL-sturingsgroep ingesteld, belast met de begeleiding van het experimenteel stelsel voor de ontplooiing van de KEL in het 4de- 5de en 6de schooljaar, de evaluatie in werkelijke tijd van de nadere regels voor de uitvoering van dat systeem, en het voorstellen, desgevallend, van aanpassingen ertoe strekkend een bestendig model te ontwikkelen op het einde van het experiment.

Deze sturingsgroep, waarvan de Regering de samenstelling bepaalt, wordt voorgezeten door de Minister bevoegd voor het leerplichtonderwijs of zijn afgevaardigde, en bevat vertegenwoordigers van de federaties van inrichtende machten en van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, vertegenwoordigers van de vakverenigingen en vertegenwoordigers van de administratie.

De sturingsgroep vergadert minimum drie keer per schooljaar.”.

Afdeling X. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4

Art. 50. In het decreet van 5 december 2013 tot wijziging van de lesroosters in de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en houdende organisatie van stages in het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en in het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 en vorm 4, in de artikelen 17bis tot 17quater, worden de woorden “2016-2017 en 2017-2018” vervangen door de woorden “2016-2017, 2017-2018 en 2018-2019”.

Afdeling XI. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatieafdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding

Art. 51. In het decreet van 4 december 2014 tot bevestiging van de eindcompetenties en de kennis vereist op het einde van de doorstromingsafdeling van de algemene en technologische humaniora in wiskunde, basiswetenschappen en algemene wetenschappen en van de gemeenschappelijke eindcompetenties en kennis op het einde van de kwalificatieafdeling van de technische en beroepshumaniora in wetenschappelijke opvoeding, in het Frans en in economische en sociale opleiding, alsook in historische en aardrijkskundige opleiding, worden, in de Franse tekst, de volgende wijzigingen aangebracht aan bijlage II: “Compétences terminales et savoirs requis en sciences de base”:

- op bladzijde 15, worden de woorden « Décrire la transformation chimique qui traduit la respiration cellulaire chez les autotrophes et les hétérotrophes. » vervangen door de woorden « Décrire la transformation chimique qui traduit la photosynthèse chez les autotrophes. » ;

- op bladzijde 16, worden de woorden « Schématiser les transferts de matière et les transferts d'énergie dans un réseau trophique simple. » vervangen door de woorden « Schématiser les transferts de matière et les flux d'énergie dans le réseau trophique simple. » ;

- op bladzijde 21, worden de woorden « Décrire le phénomène de dissociation d'ionisation (par exemple la dissociation ionique d'un sel). » vervangen door de woorden « Décrire le phénomène de dissociation ionique sous forme d'une équation » ;

- op bladzijde 22, worden de woorden « Nomenclature IUPAC des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes » vervangen door de woorden « Nomenclature des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes » ;

- op bladzijde 23, worden de woorden « Caractériser les réactions chimiques selon l'effet thermique associé, à partir d'un graphique faisant appel à (énergie =f (temps)). » vervangen door de woorden « Caractériser les réactions chimiques selon l'effet thermique associé, à partir d'un diagramme faisant appel à l'énergie des réactifs et à l'énergie des produits. » ;

- op bladzijde 29, worden de woorden « Appliquer la conservation du travail à une machine simple » vervangen door de woorden « Appliquer la “conservation” du travail à une machine simple. » ;

- op bladzijde 37, worden de woorden « Illustrer à partir d'un exemple que l'environnement peut modifier l'expression de certains gènes. » vervangen door de woorden « Illustrer à partir d'un exemple que l'environnement peut modifier certains phénotypes. » ;

- op bladzijde 44, worden de woorden « Détailler en termes de vitesse et de forces le mouvement d'une voiture qui s'engage, sur une autoroute jusqu'à rouler à une vitesse constante. » vervangen door de woorden « Détailler en termes de vitesse et de forces le mouvement d'une voiture qui s'engage, par exemple, sur une autoroute jusqu'à rouler à une vitesse constante. ».

Art. 52. In hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht aan bijlage III : « Compétences terminales et savoirs requis en sciences générales »:

- op bladzijde 21, worden de woorden « Schématiser un atome et un ion, selon un modèle atomique déterminé. » vervangen door de woorden « Schématiser un atome et un ion monoatomique, selon un modèle atomique déterminé. » ;

- op bladzijde 24, worden de woorden « Décrire un phénomène de dissociation d'ionisation (par exemple la dissociation ionique d'un sel). » vervangen door de woorden « Décrire un phénomène de dissociation ionique sous forme d'une équation » ; »

- op bladzijde 25, worden de woorden « Nomenclature IUPAC des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes, groupements ioniques » vervangen door de woorden « Nomenclature des acides, des hydroxydes, des sels, des oxydes, groupements ioniques » ;

- op bladzijde 33, worden de woorden « Appliquer la conservation du travail à une machine simple. » vervangen door de woorden « Appliquer la « conservation » du travail à une machine simple. » ;

- op bladzijde 48, worden de woorden « Expliquer le comportement de la matière à partir de sa modélisation atomique/ionique/moléculaire pour les situations suivante :

- dureté et conductivité du diamant contrairement au graphite ;

- ductilité et conductivité des métaux contrairement aux cristaux de sels ioniques ;

- solubilité des sels ioniques ;

et montrer comment l'homme en tire profit. »

vervangen door de woorden :

« Expliquer le comportement de la matière à partir de sa modélisation atomique/ionique/moléculaire pour les situations suivantes :

- dureté et conductivité électrique du diamant contrairement au graphite ;

- ductilité et conductivité électrique des métaux contrairement aux cristaux de sels ioniques ;

- solubilité des sels ioniques

et montrer comment l'homme en tire profit. ».

- op bladzijde 50, worden de woorden « Tracer un graphique delta h=f(t) représentant le delta H des réactifs et le delta H des produits. » vervangen door de woorden « Tracer un diagramme delta H représentant le delta H des réactifs et le delta H des produits. » ;

- op bladzijde 50, worden de woorden « Représenter sous forme d'un graphique une réaction chimique exothermique, endothermique ou athermique, les réactifs et les produits étant en solution, puis interpréter ce graphisme. » vervangen door de woorden « Représenter sous forme d'un diagramme une transformation chimique exothermique, endothermique ou athermique, les réactifs et les produits étant en solution, puis interpréter ce diagramme. » ;

- op bladzijde 56, worden de woorden « Utiliser une table de potentiels d'oxydoréduction et une échelle d'acido-basicité afin de prédire le sens d'évolution de réactions chimiques. » vervangen door de woorden « Utiliser une table de potentiels d'oxydoréduction et une échelle des KA afin de prédire le sens d'évolution de réactions chimiques. » ;

- op bladzijde 62, worden de woorden « UAA6 de physique (induction magnétique limitée à la transmission d'énergie d'une bobine à une autre) » vervangen door de woorden « UAA6 de physique (induction magnétique) ».

Afdeling XII. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs

Art. 53. In het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, in artikel 8, § 1, wordt het tweede lid aangevuld met de volgende woorden:

“De kosteloosheid wordt ook toegekend aan de kandidaten die gedetineerd zijn of die onder elektronisch toezicht staan, alsook aan de kandidaten opgenomen in een overheidsinstelling voor jeugdbescherming.”.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende het gewoon kleuter-, lager en basisonderwijs*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht

Art. 54. In de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht, in artikel 1, § 4bis, eerste lid, 1°, worden de woorden « Een beroep kan ingediend worden volgens de nadere regels bepaald door de Regering. » toegevoegd na de woorden « of van de werkingssubsidies ».

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs

Art. 55. In het koninklijk besluit van 2 augustus 1984 houdende rationalisatie en programmatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs, in artikel 12, tweede lid, 2°, worden de woorden « op 1 september daaropvolgend indien ze 80 % van het minimum behaalt » 1 september volgend op het schooljaar waarin ze 80% van het minimum voor de tweede opeenvolgende keer behaalt ».

Afdeling III. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 56. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, in artikel 36, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « van het lestijdenpakket » vervangen door de woorden « van de lestijden voor de cursussen van titularissen en de cursussen lichamelijke opvoeding, voor de schooldirecties en voor de cursussen moderne taal » ;

2° in het derde lid worden de woorden « en op de toevoeging van lestijdenpakketten toegekend aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 4 en 5 genieten » geschrapt.

Art. 57. In hetzelfde decreet wordt een artikel 106/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 106/1. – Voor het schooljaar 2017-2018, kan de prefect/directeur coördinator van de zone, in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, in het gesubsidieerd onderwijs, een aanvraag om bijkomende lestijden psychomotoriek indienen.

Deze aanvraag moet bij de Administratie vóór 9 oktober 2017 ingediend worden en kan slechts aanvaard worden als een meester psychomotoriek op 1 oktober 2017 de last niet kan terugvinden waarvoor hij in vast verband op 30 september 2017 benoemd wordt, binnen de zone, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of van de inrichtende macht, voor het gesubsidieerd onderwijs. ».

HOOFDSTUK III. — *Transversale bepalingen inzake leerplichtonderwijs*

Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

Art. 58. In het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, in artikel 13*bis*, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, worden de woorden « of voor het behoud van de opvangcapaciteit » geschrapt ;

2° de woorden « § 5 » worden vervangen door de woorden « § 4 ».

Afdeling II. — Bepalingen betreffende de vaststelling van de zones of gedeeltes van een zone in demografische druk

Onderafdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan

Art. 59. In het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, in artikel 6, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « Komen nochtans niet in aanmerking onder deze gemeentes, deze waarvoor dit verhoudingscijfer overeenstemt met een aantal op te richten plaatsen dat lager is dan 100 ; » toegevoegd na de woorden « Algemene dienst sturing van het onderwijssysteem » ;

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « Komen nochtans niet in aanmerking onder deze gemeentes, deze waarvoor het verhoudingscijfer van beschikbare plaatsen gelijk is aan of hoger is dan 20% ; » toegevoegd na de woorden « die in de gemeente wonen » ;

3° in het achtste lid wordt het woord « gunstig » geschrapt.

4° in het vijftiende lid worden de woorden « bedoeld in het vijfde lid » vervangen door de woorden « bedoeld in het vorige lid ».

Onderafdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving

Art. 60. In het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, in artikel 2*bis*, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « Komen nochtans niet in aanmerking onder deze gemeentes, deze waarvoor dit verhoudingscijfer overeenstemt met een aantal op te richten plaatsen dat lager is dan 50 ; » toegevoegd na de woorden « Algemene dienst sturing van het onderwijssysteem » ;

2° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « Komen nochtans niet in aanmerking onder deze gemeentes, deze waarvoor het verhoudingscijfer van beschikbare plaatsen gelijk is aan of hoger is dan 20% ; » toegevoegd na de woorden « die in de gemeente wonen » ;

3° in het achtste lid wordt het woord « gunstig » geschrapt.

Afdeling III. — Bepalingen betreffende de gedifferentieerde omkadering

Art. 61. In het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, in artikel 3, wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor het schooljaar 2018-2019 bezorgen de diensten van de Regering de bevoegde instellingen de lijst per vestigingsplaats van de leerlingen die op 15 januari 2016 ingeschreven zijn. De bevoegde instellingen bepalen het gemiddelde van de verschillende variabelen die nodig zijn voor de vaststelling van het sociaal-economische indicijfer van elke statistische sector, elke vestigingsplaats en elke instelling door middel van een berekeningsformule rekening houdend met de laatste beschikbare statistische gegevens voor de criteria vermeld in dit artikel. ».

Art. 62. In hetzelfde decreet, in artikel 6, § 2bis, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Het jaar van de splitsing en het jaar daarop, wordt de inrichtende macht toegelaten om het geheel van de middelen en lestijden te verdelen over de vestigingsplaatsen afkomstig uit de splitsing. » toegevoegd na de woorden « jaar volgend op de splitsing. » ;

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij fusie van vestigingsplaatsen worden ze beschouwd als gefusioneerd te zijn voor de 5 vorige schooljaren. Het jaar van de fusie en het jaar daarop, de middelen en lestijden die berekend worden voor elke vestigingsplaats, worden toegekend aan de vestigingsplaats die uit deze fusie voortvloeit. ».

Art. 63. In hetzelfde decreet, in artikel 6, § 3bis, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Het jaar van de splitsing en het jaar daarop wordt de inrichtende macht toegelaten om het geheel van de middelen en lestijden te verdelen over de vestigingsplaatsen die uit de splitsing voortvloeien. » toegevoegd na de woorden « jaar volgend op de splitsing. » ;

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij fusie van vestigingsplaatsen worden ze beschouwd als gefusioneerd te zijn voor de 5 vorige schooljaren. Het jaar van de fusie het jaar daarop, de middelen en lestijden die berekend worden voor elke vestigingsplaats, worden toegekend aan de vestigingsplaats die uit deze fusie voortvloeit. ».

Art. 64. In hetzelfde decreet, in artikel 7, § 2bis, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Het jaar van de splitsing en het jaar daarop wordt de inrichtende macht toegelaten om het geheel van de middelen en lestijden te verdelen over de vestigingsplaatsen die afkomstig zijn uit de splitsing. » toegevoegd na de woorden « jaar volgend op de splitsing. » ;

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt : « Bij fusie van de vestigingsplaatsen worden ze beschouwd als gefusioneerd te zijn voor de 5 vorige schooljaren. Het jaar van de fusie en het jaar daarop, de middelen en lestijden die berekend worden voor elke vestigingsplaats, worden toegekend aan de vestiging die uit deze fusie voortvloeit. ».

Art. 65. In hetzelfde decreet, in artikel 7, § 3ter, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « Het jaar van de splitsing en het jaar daarop wordt de inrichtende macht toegelaten om het geheel van de middelen en lestijden te verdelen over de vestigingsplaatsen die uit de splitsing afkomstig zijn. » toegevoegd na de woorden « jaar volgend op de splitsing. » ;

2° er wordt een derde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bij fusie van vestigingsplaatsen worden ze beschouwd als gefusioneerd te zijn voor de 5 vorige schooljaren. Het jaar van de fusie en het jaar daarop worden de middelen en lestijden berekend voor elke vestigingsplaats toegekend aan de vestiging die uit deze fusie voortvloeit. ».

Afdeling IV. — Bepalingen betreffende de ouderverenigingen

Art. 66. In het decreet van 30 april 2009 betreffende de Verenigingen van ouders van leerlingen en de Representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen in de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het opschrift van het decreet worden de woorden « Representatieve organisaties van verenigingen van ouders van leerlingen » vervangen door de woorden « Representatieve organisaties van ouders en van verenigingen van ouders van leerlingen » ;

2° in artikel 1, § 1, 4°, worden de woorden « Representatieve organisatie van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau of Gemeenschapsorganisatie » vervangen door de woorden « Representatieve organisaties van ouders en van verenigingen van ouders van leerlingen » ;

3° in artikel 3, § 1, worden de woorden « van ouders en van verenigingen van ouders van leerlingen » ingevoegd tussen de woorden « representatieve organisatie » en « zal vereist worden » ;

4° in artikel 4, § 4, worden de woorden « Representatieve organisatie van ouders van leerlingen » vervangen door de woorden « Representatieve organisatie van ouders en van verenigingen van ouders van leerlingen » en wordt het woord « gemeenschaps » geschrapt;

5° in artikel 4, § 5, worden de woorden « de gemeenschapsorganisatie » vervangen door de woorden « de representatieve organisatie van ouders en van verenigingen van ouders van leerlingen » ;

6° het opschrift van hoofdstuk II wordt gewijzigd als volgt : HOOFDSTUK II. – De representatieve organisaties van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen ;

7° in artikel 6, § 1, eerste lid, worden de woorden « De representatieve organisaties van ouders van leerlingen » vervangen door de woorden « De representatieve organisaties van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen » ;

8° in artikel 6, § 3, worden de woorden « van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau » en « gemeenschaps » geschrapt ;

9° in artikel 7, § 1, eerste lid, worden de woorden « van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen » ;

10° in artikel 7, § 2, eerste lid, worden de woorden « van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen » ;

11° in artikel 7, § 2, tweede lid, worden de woorden « van ouders van leerlingen op gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen » ;

12° in artikel 7, § 3, worden de woorden « De representatieve organisaties van Verenigingen van ouders erkend op gemeenschapsniveau » vervangen door de woorden « De representatieve organisaties van ouders en verenigingen van ouders van leerlingen ».

Art. 67. In hetzelfde decreet, in artikel 4, § 1, wordt een nieuw lid tussen het eerste lid en het tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Om de onafhankelijkheid van de debatten binnen het Comité te garanderen, mogen geen lid zijn van het Comité :

- de leden van de inrichtende macht ;
- de leden van de Directie ;
- de leden van het pedagogisch personeel ;
- elk ander personeelslid. ».

Afdeling V. — Bepalingen betreffende de aanstellingen in de instanties bedoeld in het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie

Art. 68. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van een gemeenschappelijk beleid inzake leerplichtonderwijs en hulpverlening aan de jeugd ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van de studieoriëntatie, in artikel 9, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- in het eerste lid worden de woorden « Bij de eerste aanstelling wordt deze tot 31 augustus 2019 verlengd. » toegevoegd na de woorden « op de voordracht van de betrokken organen en diensten. » ;

- in het tweede lid worden de woorden « Bij de eerste aanstelling wordt deze tot 31 augustus 2018 verlengd. » toegevoegd na de woorden « De mandaten hebben een duur van drie jaar. ».

Art. 69. In hetzelfde decreet, in artikel 13, § 2, worden de woorden « De leden van het sturingscomité kunnen bij afwezigheid een vertegenwoordiger aanstellen. » toegevoegd vóór de woorden « Het sturingscomité kan een beroep doen op deskundigen en werkgroepen op- en inrichten. ».

Art. 70. In hetzelfde decreet, in artikel 13, § 3, worden de woorden « Bij de eerste aanstelling wordt deze tot 31 augustus 2018 verlengd. » toegevoegd na het woord « bevoegd. ».

Afdeling VI. — Bepalingen betreffende de verzoening en het beroep inzake redelijke aanpassingen

Art. 71. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, in artikel 102/2, § 2, tweede lid, worden de woorden « , gemotiveerd op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 102/1, § 5 van dit decreet, » ingevoegd tussen de woorden « schoolinrichting » en « wordt gevraagd ».

Art. 72. In hetzelfde decreet, in artikel 102/2, § 3, eerste lid, wordt een 7° toegevoegd, luidend als volgt :

« 7° een vertegenwoordiger van de Algemene Inspectiedienst. ».

Art. 73. In het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie, wordt artikel 7 aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

§ 4. In het basisonderwijs, onafhankelijk van alle uitzonderlijke omstandigheden, en in het secundair onderwijs, wordt de schoolbemiddelingsdienst belast met een verzoeningsopdracht overeenkomstig artikel 102/2, § 1, van het decreet « Takendecreet ».

De schoolbemiddelingsdienst grijpt in, op aanvraag van de inrichtende macht of zijn afgevaardigde, voor het gesubsidieerd onderwijs, of van het inrichtingshoofd, voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of van de ouders of wettelijke verantwoordelijken van de minderjarige leerling, of van de meerderjarige leerling.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende het overleg met de inrichtende machten en de vakbondsorganisaties**Afdeling I.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap

Art. 74. In het decreet van 19 mei 2004 betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap, in artikel 10, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het huidige artikel 10 wordt § 1 waarin de woorden « of de verzending van de elektronische post » ingevoegd worden tussen het woord « postdatum » en de woorden « geldt als verzendingsbewijs ».

2° er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De voorzitter kan de onderhandeling per elektronische post organiseren wanneer een punt op voorhand een unanieme toestemming gekregen heeft van een adviesinstantie waarin de vakbondsverenigingen vertegenwoordigd worden.

Het bezwaar dat per elektronische post binnen de drie schoolwerkdagen meegedeeld wordt na de ontvangst van de oproepingsbrief van een enkele vakbondsorganisatie, volstaat om de procedure bedoeld in § 1 toe te passen. ».

Afdeling II. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra

Art. 75. In het decreet van 20 juli 2006 betreffende het overleg van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra, wordt artikel 9 dat een § 1 wordt, gevolgd met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. De voorzitter kan de onderhandeling per elektronische post organiseren wanneer een punt op voorhand een unanieme toestemming heeft gekregen van een adviesinstantie waarin de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten vertegenwoordigd worden.

Het bezwaar dat per elektronische post binnen de drie schoolwerkdagen meegedeeld wordt na de ontvangst van de oproepingsbrief van een enkel vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan, volstaat om de procedure bedoeld in § 1 toe te passen. ».

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de examencommissie die het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid uitreikt*

Art. 76. In het decreet van 20 juli 2006 houdende verschillende maatregelen inzake leerplichtonderwijs, hoger onderwijs, cultuur en permanente opvoeding, wordt artikel 37 vervangen als volgt :

« Artikel 37. - Het inschrijvingsgeld voor de examens wordt op 50 euro vastgesteld. De kosteloosheid wordt verleend aan de kandidaten werkzoekenden en aan de kandidaten die een leefloon genieten, op voorlegging van een getuigschrift uitgereikt door de bevoegde instelling. ».

TITEL IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 77. Het decreet van 2 juli 1990 betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II wordt opgeheven.

Art. 78. Dit decreet treedt in werking 10 dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, behalve de artikelen 7 tot 28, 30, 34, 38, 53, 59, 60, 67, 74 tot 77, die op 1 september 2018 in werking treden, artikel 43, dat op 15 juni 2018 in werking treedt, de artikelen 32, 44 tot 48 en 55, die op 1 juli 2018 in werking treden, de artikelen 41 en 42, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2018 en de artikelen 29, 51, 52, 54, 57, 62 tot 65, 68 en 70 die uitwerking hebben met ingang van 1 september 2017.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 juni 2018.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidenten en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
I. SIMONIS

—
Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 631-1. Commissieamendement, nr. 631-2.- Commissieverslag, nr. 631-3.- Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 631-4.- Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 631-5.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 631-6.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 13 juni 2018.